

INFORMATIONS
OUVRIÈRES
nouvelle série

N° **168** (2562)

Semaine du
29 septembre au 5 octobre 2011

1,5 euro (soutien 2 euros)

ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES

6 115
abonnés reçoivent
ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

EN FRANCE COMME EN GRÈCE...

LES TRAVAILLEURS NE VEULENT PAS DES PLANS D'AUSTERITÉ,

NI EN 2011, NI EN 2012 !

**Actualité politique
et sociale**

Enseignement

Où conduit la remise
en cause du statut
des enseignants
fonctionnaires ?

Page 6

Vie du Parti
**La campagne
du POI**

Les maires rejettent
les schémas des préfets
de regroupement forcé
des communes.

Page 8

**L'actualité
internationale**
Tunisie

Entretien avec
Mohamed Ben
Jannette :
"Pas de souveraineté
sans remise en cause
de la tutelle
de l'impérialisme".

Page 10

**L'actualité
internationale**
Etats-Unis

Californie :
23 000 infirmières
et infirmiers en grève
le 22 septembre.

Page 12

A l'appel du Parti ouvrier indépendant

MEETING INTERNATIONALISTE

SAMEDI 1^{er} OCTOBRE - PARIS - 14 HEURES

Espace Charenton, 327, rue de Charenton, 75012 (Métro : Porte de Charenton)



Manifestation devant le Parlement grec le 21 septembre 2011.

Photo AFP

Hors contrôle

12 h 20, ce mardi 27 septembre, tombe cette dépêche de l'AFP :

« Le gouvernement envisage de prendre des "décisions fortes" concernant l'aide à la Grèce et aux banques après l'adoption par le Parlement allemand du plan de sauvetage européen, prévu jeudi, a-t-on appris de source gouvernementale. »

Une nouvelle fois, répondant finalement aux appels angoissés du Fonds monétaire international et de Washington, les gouvernements seraient donc sur le point de déverser des centaines de milliards pour sauver les banques.

Sur les Bourses règnent partout un parfum de krach, et dans les palais gouvernementaux, une atmosphère de fin de règne. Tout semble comme hors contrôle. L'or, après avoir atteint des sommets, dévisse en quelques jours, avant, sans doute, de reprendre sa flambée.

Washington et Berlin s'affrontent par communiqués interposés s'accusant mutuellement des désordres mondiaux.

Les affaires achèvent de décomposer des gouvernements en proie à la révolte de leur propre peuple, qu'elle soit ouverte, comme en Grèce, ou qu'elle s'exprime de manière déformée, sur le terrain électoral, comme en France. Cette révolte est la principale donnée de toute la situation internationale.

Crises politiques en Italie, en Grèce, en Espagne, en Allemagne...

En France, l'UMP subit une déroute aux élections sénatoriales. Le soulèvement des élus locaux qui s'y est exprimé est porté par le rejet général qui traverse toutes les couches de la population.

Yan LEGOFF

Travailleurs du métro, des tramways, taxis, étudiants, fonctionnaires, commerçants... Par dizaines de milliers, les travailleurs grecs sont descendus dans la rue pour rejeter les nouveaux plans annoncés par le gouvernement Papandréou.

Grèce : une véritable révolte dans toutes les couches de la population

Jean-Pierre Raffi

A lors que sous la pression du FMI, de la Banque centrale européenne (BCE) et de l'Union européenne, la « troïka », le gouvernement PS grec de Papandréou annonce une première vague de privatisations (l'aéroport d'Athènes pour commencer, le secteur énergétique ensuite, avec la privatisation de l'électricité et du gaz, le groupe pétrolier Hellenic Petroleum dans la foulée...), l'AFP observe que « la colère et la fronde sociale s'amplifient en Grèce face aux nouvelles mesures d'austérité ».

Le nouveau tour de vis que prétend imposer Papandréou comporterait, de plus, un abaissement du montant des retraites supérieures à 1 200 euros par mois, la mise en chômage technique, d'ici à la fin de l'année, de 35 000 salariés du secteur public et l'abaissement du seuil d'imposition à 5 000 euros de revenu par an (à peine plus de 400 euros mensuels !).

Le ministre des Finances, Evángelos Venizélos, convoqué à Washington, s'est engagé à continuer à réduire le déficit grec « quel qu'en soit le coût politique ».

Cette politique dictée par la troïka provoque une véritable révolte dans toutes les couches de la population. Des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes manifestent au cri de « *Dehors la troïka et ceux qui appliquent et appuient cette politique* », mot d'ordre mis en avant par la fédération des enseignants du secondaire de Grèce (OLME).

« *Assez ! On ne paie plus !* » : c'est le slogan spontanément mis en avant par des contribuables grecs, face à l'imposition, ces derniers mois, d'une série de taxes

exceptionnelles, dont celle frappant les propriétaires d'appartements et de maisons individuelles. Un impôt particulièrement impopulaire dans un pays où 70 % de la population est propriétaire de son logement. Ce mardi 27 septembre, à Athènes, des employés du fisc et des douanes manifestaient contre l'adoption par le Parlement de la taxe immobilière. Le 23 septembre, le métro d'Athènes, les tramways et les trolleys, ainsi que les taxis étaient en grève totale « contre la rigueur » pour la deuxième journée consécutive. Le syndicat des bus et trolleys appelait à de nouveaux arrêts de travail le 26 septembre. Ce 27 septembre, pour la deuxième journée consécutive, la grève des métros et des bus se poursuivait, à la veille d'un nouveau blocage total dans les transports en commun.

Dimanche 25 septembre, des étudiants grecs ont envahi le plateau de la chaîne de télévision publique pour lire un communiqué, tandis que des milliers d'étudiants et de lycéens manifestaient aux abords du Parlement contre la politique d'austérité. Au même moment, dans le centre de la capitale, la police faisait usage de gaz lacrymogènes pour tenter d'enrayer les manifestations hostiles à la politique économique.

« *L'austérité, réclamée par les bailleurs de fonds de l'Union européenne et du FMI, qui se poursuit pour la deuxième année consécutive, donne lieu, note l'AFP, à d'incessantes manifestations.* »

Près de 3 000 employés des collectivités locales, menacés de chômage technique, manifestaient le 26 septembre, à Athènes. Un appel à la grève générale nationale des agents de l'Etat est lancé par les fédérations syndicales du secteur, pour le 5 octobre.

Le 19 octobre, toutes les confédérations syndicales grecques, du public et du privé,

appellent à une nouvelle grève générale. Cette résistance opiniâtre des travailleurs, de la jeunesse et du peuple grecs, malgré les obstacles, est à l'origine de la crise politique grandissante qui se manifeste jusque dans les rangs des députés, dont l'AFP rapporte qu'ils en viennent à douter de la pertinence des nouvelles mesures d'austérité en pleine récession. Jusqu'aux « *milieux d'affaires du pays* (qui) *s'inquiètent de voir la Grèce se transformer en hospice pour les pauvres* ».

“Dehors la troïka et ceux qui appliquent et appuient cette politique”

Mot d'ordre mis en avant par la fédération des enseignants du secondaire de Grèce (OLME).

LE 1^{er} OCTOBRE AU MEETING INTERNATIONALISTE À L'INITIATIVE DU POI,



Hélène Zografaké-Telemé, membre de la commission exécutive de la fédération

syndicale des enseignants du secondaire de Grèce (OLME), prendra la parole pour rapporter le combat des travailleurs et du peuple grecs pour ouvrir la voie qui mène au blocage de la politique réactionnaire qu'impose le gouvernement Papandréou aux ordres de la troïka.

Le choc des élections sénatoriales

Les élections sénatoriales, le 25 septembre, ont vu la droite perdre la majorité, qu'elle détenait dans cette assemblée depuis 1958.



Yan Legoff

Qu'ils aient voté pour les candidats de l'opposition ou pour des listes de droite dissidentes, les quelque 70 000 grands électeurs (désignés par les élus des collectivités locales) ont signifié, bien au-delà de ce que prévoient tous les commentateurs, leur rejet de la politique gouvernementale. Et en cela, ils ont exprimé, même de manière déformée, dans le cadre antidémocratique du Sénat, la volonté qui sourd de tout le pays : en finir avec Sarkozy et son gouvernement.

Ils lui ont infligé une défaite majeure. La droite a perdu des départements qu'elle détenait pratiquement depuis toujours, comme la Lozère. Dans le Morbihan, contre toute attente, l'opposition a remporté les trois sièges.

Alain Juppé (ministre UMP des Affaires étrangères) insiste sur « l'effet de la division (...) qui nous a coûté 7 ou 8 sièges. » Cette division était manifeste à Paris, ou encore dans les Hauts-de-Seine : une véritable gifle pour Nicolas Sarkozy, dont c'est le département d'origine. *Les Echos* parlent de « fronde souterraine », de « crise de confiance entre le chef de l'Etat, la direction de l'UMP d'un côté, et les élus de terrain de la droite, de l'autre ».

Ces commentaires minorent les bouleversements en cours.

Ce résultat électoral témoigne d'une véritable révolte des élus, de toutes tendances, notamment dans les petites communes, contre la « réforme territoriale » adoptée l'an dernier pour forcer au regroupement de milliers de communes et accompagner la suppression des services publics.

Même le ministre chargé des Collectivités territoriales, Philippe Richert (UMP), reconnaît que « le climat général autour de la réforme des collectivités a joué ». Les élus « n'en voulaient pas », admet-il, un peu tard...

Notre journal en a rendu compte tout l'été. Le secrétaire national du POI Gérard Schivardi, maire de Mailhac (Aude), s'était même adressé à tous les maires du pays pour les appeler à la résistance et à refuser les schémas élaborés par les préfets.

Les élus sont aussi excédés par les transferts de charges imposés par l'Etat, qui étranglent le budget des communes et des départements. Ce séisme sur le terrain électoral témoigne du fait que, depuis des années, d'innombrables élus ont accompagné la population dans le refus des fermetures de classes, de bureaux de poste, de maternités, de services de l'Équipement ou de trésoreries.

Tous ces élus, comme l'immense majorité de la population, n'en peuvent plus de la politique de « réduction des déficits publics ». ■

Martine Aubry en faveur d'« une nouvelle étape de la décentralisation »



Le lendemain des sénatoriales, Martine Aubry a annoncé son intention, si elle est élue à la présidentielle de 2012, d'« abroger immédiatement la loi sur les collectivités territoriales et de voter une nouvelle étape de la décentralisation ». Selon Jean-Pierre Raffarin (UMP) également, la leçon des sénatoriales, c'est qu'« il y a une aspiration dans le pays à un acte III de la décentralisation ».

TRANSFERT DES HÔPITAUX AUX RÉGIONS



Le député PS et président du conseil général de l'Ardèche, Pascal Terrasse, se dit aussi « partisan d'un acte III de la décentralisation ». « Il faut confier aux régions la gestion immobilière des hôpitaux ainsi que les personnels non soignants, à l'instar de ce qui a été fait pour les lycées en 1986, dit-il. Il faudra naturellement poser la question des ressources en redonnant aux régions la capacité de lever l'impôt » (1).

Quand on voit le retrait des services publics et l'accroissement des charges pesant sur les communes et les départements, qui ont résulté de trente ans de « décentralisation », on peut se poser la question : est-ce cette aspiration à de nouveaux transferts de charges (mettant en danger l'unicité de la Sécurité sociale qui plus est) qu'ont exprimée les élus lors du séisme des sénatoriales ?

Y. L. ■

(1) Propos recueillis par le site localtis.info, le 21 septembre 2011. Pascal Terrasse est également membre du bureau national du PS et il en fut le secrétaire national en charge des questions de santé de 2004 à 2008.

ÉDITORIAL

Communiqué des secrétaires nationaux du POI

Claude Jenet, Daniel Gluckstein, Gérard Schivardi, Jean Markun

Le revers de la droite était attendu. Mais l'ampleur du rejet, lors des élections sénatoriales du 25 septembre, dépasse tous les pronostics. « La réforme territoriale et la refonte de la carte des communautés d'agglomération ont suscité un vif mécontentement chez une partie des grands électeurs sans étiquette partisane qui représentent 40 à 50 % du corps électoral », relève *Le Figaro*. A quoi s'ajoutent les conséquences des destructions massives des services publics dans les communes et les départements.

Les uns et les autres font des déclarations. Chacun suppute sur les conséquences pour 2012. Certains annoncent qu'en cas de changement de majorité politique, ils maintiendront la réforme territoriale, d'autres envisagent d'en modifier les contours.

Mais le rejet exprimé porte une exigence qui n'attend pas 2012 : c'est au plus tard le 31 décembre 2011 que les préfets doivent arrêter les périmètres des schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI), pièce maîtresse de la réforme territoriale ; c'est donc maintenant, tout de suite, qu'ils doivent être bloqués !

Depuis des mois, le Parti ouvrier indépendant fait campagne en ce sens. La lettre adressée par Gérard Schivardi en direction des élus recueille un soutien massif. Ce dimanche 25 septembre, jour des élections sénatoriales, par centaines, des élus ont ajouté leur nom à la liste des premiers signataires.

Chacun le comprend : si des élus locaux expriment un tel rejet, c'est que, dans les profondeurs de la population, grandit la révolte contre la politique de destruction dictée par l'Union européenne et relayée par le gouvernement.

Les SDCl, de l'aveu même du gouvernement, visent à la fois à liquider l'échelon démocratique de la commune, et à satisfaire à l'exigence de réduction des déficits publics et de remboursement de la dette. Le rejet, c'est le rejet du consensus que l'on cherche à imposer au nom de la réduction des déficits publics et du remboursement de la dette. C'est un mouvement commun aux élus et aux militants ouvriers qui signent l'appel des 160 contre la dictature de la troïka FMI-UE-BCE.

A nouveau s'exprime la puissance de la tradition démocratique de nos 36 000 communes, foyers de démocratie politique héritiers directs de la Révolution française.

A l'heure où le régime de la V^e République se disloque dans une succession d'affaires qui semblent ne jamais devoir prendre fin, à l'heure où le système capitaliste se décompose dans les affaires de sa propre crise, la résistance des communes converge avec la résistance de la classe ouvrière. L'une et l'autre appellent une solution sur le terrain de la démocratie politique, adossée à la libre administration des communes et à la libre organisation indépendante de la classe ouvrière (syndicats et partis).

Le rejet du 25 septembre traduit un mouvement en profondeur qui ne pourra trouver de solution que dans la mobilisation effective des élus, des travailleurs et de toute la population pour en finir avec les diktats de la troïka FMI/UE/BCE. Quiconque ne le comprend pas risquerait demain de se trouver à nouveau confronté à des situations inattendues, et cela, pas nécessairement sur le terrain électoral.

Devant l'urgence de la situation et la gravité des conséquences qui en découlent au plan de la démocratie, les délégués au congrès extraordinaire du Parti ouvrier indépendant, réunis le 2 octobre à Paris, seront saisis de propositions permettant au parti d'assumer ses responsabilités dans l'aide qu'il n'a cessé d'apporter et qu'il lui faut aujourd'hui amplifier pour bloquer la mise en œuvre de la réforme territoriale et les SDCl.

Paris, le 27 septembre 2011

Indre-et-Loire

Réunion publique du POI à Tours

« Non à la rigueur, non à la dictature des déficits et de la dette »

Correspondants

Un succès pour la réunion publique organisée ce vendredi 23 septembre par le comité départemental d'Indre-et-Loire du POI avec le concours de l'AJR. Elle a rassemblé 85 participantes et participants, militants syndicaux, élus, jeunes du département venus s'informer, débattre et témoigner sur ce thème clairement affiché derrière la tribune : « Non à la rigueur, non à la dictature des déficits publics et de la dette ! »

Fait inédit, bien qu'il n'ait été fait aucune publicité pour la réunion, il n'a pas échappé au quotidien local *La Nouvelle République* que la tribune, constituée de Monique Chevet, ancienne vice-présidente socialiste du conseil général, élue municipale de la ville de Tours, Daniel Gluckstein, secrétaire national du POI, Paul Olivier, secrétaire départemental du POI, constituait un élément politique nouveau dans le département.

Une métropole-mégapole appelée « Tours Plus »

Paul Olivier a informé la salle des principaux éléments de la situation départementale : licenciements de 150 à 200 intérimaires à la SKF, chômage technique chez STMicroelectronics, écoles, collèges et lycées aux effectifs surchargés, et rôle du parti dans des combats qui ont arraché des succès importants : pas de fermeture de collèges publics, maintien de l'hôpital pédiatrique Clocheville.



Avec émotion et détermination, Monique Chevet a rappelé son parcours et les motifs de sa rupture avec la politique du Parti socialiste — dont le maire de Tours, Jean Germain, partisan de la mise en place d'une métropole-mégapole appelée « Tours Plus », est l'incarnation dans le département — et les raisons (défense de la cause ouvrière et refus de l'Europe de Maastricht) qui l'ont conduite à adhérer au POI. C'est ensuite avec une attention soutenue que la salle a suivi la présentation par Daniel Gluckstein des positions du POI concernant le refus de la dette. Le secrétaire national, présentant le dépliant « 8 questions 8 réponses » et le meeting international du 1^{er} octobre, a repris, avec de

nombreux arguments, cette idée centrale : « Cette dette est un puits sans fond, elle n'est pas faite pour être remboursée, elle est faite pour rapporter ! »

Un large débat s'en est suivi, durant plus d'une heure, avec la salle, et la nécessité de comprendre les éléments fondamentaux de la période politique que nous vivons était perceptible de la part des participants.

A l'issue de la réunion, 37 déliants « dette » ont été achetés, ainsi que des *Informations ouvrières*, des bulletins des élus et des journaux de l'AJR. Douze signatures sur l'appel des 160 ont été recueillies et plusieurs discussions sur l'adhésion au POI se sont engagées. ■